Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 86

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 14 aprile 1955** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Il 6 aprile 1955, alle ore 10 a. m., il Presidente della Repubblica ha ricevuto, nel Palazzo del Quirinale, Sua Eccellenza il signor Edmond Roch, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano, presso il Capo dello Stato, in qualità di Ministro plenipotenziario ed Inviato straordinario di Giordania.

(1911)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 marzo 1955, n. 224.

Approvazione ed esecuzione del Protocollo relativo alla Conferenza europea dei Ministri dei trasporti, firmato a Bruxelles il 17 ottobre 1953.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il Protocollo relativo alla Conferenza europea dei Ministri dei trasporti, firmato a Bruxelles il 17 ottobre 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — GAVA — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO

Protocole relatif à la Conférence Européenne des Ministres des Transports

Les Gouvernements représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports qui s'est réunie à Bruxelles, du 13 au 17 octobre 1953;

Désireux d'instituer une procédure permettant de prendre des mesures efficaces en vue de coordonner et de rationaliser les transports intérieurs européens d'importance internationale;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Conférence Européenne des Ministres des Transports

Par les présentes, est organisée une « Conférence Européenne des Ministres des Transports » (appelée ci-après la « Conférence »).

Article 2

Structure de la Conférence

La Conférence comprend:

a) un Conseil des Ministres des Transports (appelé ci-après le Conseil);

b) un Comité des Suppléants (appelé ci-après le Comité).

Ces deux organes sont assistés d'un Secrétariat administratif.

Article 3
Objectifs de la Conférence

La Conférence a pour objectifs:

a) de prendre toutes mesures destinées à réaliser, dans un cadre général ou régional, la meilleure utilisation et le développement le plus rationnel des transports intérieurs européens d'importance internationale;

b) de coordonner et de promouvoir les travaux des Organisations internationales s'intéressant aux transports intérieurs européens, compte tenu de l'activité des autorités supra-nationales dans ce domaine.

Article 4
Membres et Membres Associés de la Conférence

1. Sont membres de la Conférence les Parties Contractantes au présent Protocole.
2. Sont membres associés de la Conférence le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, s'ils en font la demande, ainsi que tout autre Gouvernement dont la demande d'adhésion comme membre associé aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.
3. Les membres associés peuvent se faire représenter par des observateurs à toutes les réunions du Conseil et du Comité. Tous les documents émanant de la Conférence leur sont communiqués.

Article 5
Conseil des Ministres

Le Conseil se compose des Ministres qui ont les transports intérieurs dans leurs attributions au sein de leur propre Gouvernement. Au cas où, dans un Gouvernement, diverses questions de transports intérieurs relèvent de la compétence de deux ou plusieurs Ministres, ceux-ci peuvent participer aux travaux du Conseil, sous réserve qu'aucun Gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Conseil.

Article 6
Comité des suppléants

1. Le Comité se compose de fonctionnaires désignés à raison d'un Suppléant par Ministre, étant entendu qu'aucun Gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Comité.
2. Le Comité a pour rôle:

a) de préparer les séances du Conseil;

b) de traiter les questions pour lesquelles une délégation lui serait donnée par le Conseil;

c) d'informer le Conseil des mesures prises dans les divers pays pour donner effet aux conclusions prises au sein de la Conférence.

Article 7
Dispositions administratives

a) Le siège administratif de la Conférence est fixé à Paris. Le Conseil se réunit au siège administratif de la Conférence ou en un autre lieu, selon qu'il en décidera. Le Comité se réunit normalement au siège administratif de la Conférence; il peut se réunir en un autre lieu si le Conseil en décide ainsi, en accord avec le Gouvernement intéressé.

b) Le Secrétariat administratif est rattaché administrativement au Secrétariat de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, mais dans l'exercice de ses fonctions, il dépend uniquement de la Conférence. Les Secrétaires administratifs sont nommés avec l'agrément de la Conférence. Ils sont chargés de la rédaction des ordres du jour, comptes rendus et procès-verbaux des réunions du Conseil et du Comité. Ils consignent les conclusions de la Conférence et sont chargés de la distribution des documents et de la conservation des archives de la Conférence.

Article 8
Groupes restreints

a) Des groupes restreints peuvent être formés pour mettre à l'étude et poursuivre la discussion, dans le cadre de la Conférence, de questions présentant pour certains membres un intérêt particulier et rentrant dans les objectifs de la Conférence.

b) La formation d'un groupe restreint doit être notifiée au Conseil qui sera tenu informé de la marche générale des travaux de ce groupe.

c) Les autres membres, s'ils s'estiment intéressés, seront admis à suivre les études et discussions du Groupe restreint, mais ne pourront s'opposer à ce qu'elles soient poursuivies dans le cadre de la Conférence.

Article 9
Conclusions de la Conférence

a) Les conclusions prises au sein de la Conférence sont mises en application dans les pays qui s'y sont ralliées; à cet effet, les Ministres des Transports intéressés prendront ou proposeront, chacun en ce qui le concerne et dans la limite de sa compétence nationale, toutes mesures adéquates.

b) Si la conclusion d'un accord international général ou restreint apparaît nécessaire, chaque Ministre des Transports intéressé demande à son Gouvernement que des pleins pouvoirs soient accordés à lui-même, ou à une ou plusieurs personnes spécialement désignées à cet effet, pour conclure cet accord international. Tout accord international ainsi conclu entre un certain nombre de Gouvernements membres sera ouvert à l'adhésion des autres Gouvernements membres.

c) Dans certains cas particuliers, la Conférence ou un Groupe restreint peut, par un vote émis à l'unanimité, et nonobstant les dispositions des alinéas (*a*) et (*b*) ci-dessus, transmettre ses conclusions à une organisation internationale investie d'un pouvoir de décision, en lui demandant d'adopter cette conclusion, à titre de décision propre.

d) Tout Gouvernement membre de la Conférence, mais n'adhérant pas à une organisation internationale qui aurait pris une décision en vertu des dispositions de l'alinéa (*c*) ci-dessus, peut notifier à la Conférence son intention d'agir comme s'il était lié par cette décision.

Article 10
Régime financier

a) L'Organisation Européenne de Coopération Economique sera invitée à prendre à sa charge les traitements et dépenses du Secrétariat administratif et à fournir les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de la Conférence. Toutefois, lorsqu'un des

organes de la Conférence se réunit en dehors de son siège, le pays invitant supporte les frais entraînés par la réunion, sous réserve des traitements du Secrétariat administratif qui sont à la charge de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

b) Les Gouvernements membres de la Conférence qui ne sont pas membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique contribueront aux dépenses de la Conférence selon les dispositions spéciales à arrêter entre ces Gouvernements de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

c) Les conditions d'application du présent article et de l'article 7 ci-dessus feront l'objet d'un arrangement entre la Conférence et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Article 11

Relations avec les Organisations Internationales

a) La Conférence peut établir des relations avec les Organisations internationales, supra-nationales, intergouvernementales et non gouvernementales s'intéressant aux questions de transports intérieurs européens.

b) Si la Conférence est saisie de questions techniques déterminées qui peuvent nécessiter une étude particulière, le Conseil ou le Comité confie, chaque fois que cela est possible et de la manière que lui paraît la plus appropriée, à une organisation internationale intergouvernementale ou non gouvernementale compétente, s'intéressant aux transports intérieurs européens, le soin d'effectuer les études nécessaires. Se fondant sur ces études, le Comité soumet ses conclusions au Conseil pour approbation.

c) (1) Il est reconnu que la Conférence a un intérêt majeur à consulter l'Organisation Européenne de Coopération Economique sur les questions de transports intérieurs européens présentant un intérêt économique général, et à consulter également les autres organisations visées au paragraphe (a) ci-dessus sur les problèmes de transport qui sont de leur domaine respectif. Cette consultation aura un caractère de réciprocité chaque fois que cela est possible.

(2) Si l'Organisation Européenne de Coopération Economique estime qu'une question étudiée par la Conférence présente un intérêt économique général, elle pourra demander à l'unanimité à être consultée, étant entendu que la Conférence pourra également, sur les problèmes de sa propre compétence, demander dans les mêmes conditions à être consultée par l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Article 12

Règlement interieur

1. Le règlement intérieur annexé au présent Protocole régit les travaux de la Conférence.
2. Le Conseil peut réviser ou compléter le Règlement intérieur par une décision prise à l'unanimité.

Article 13

Amendements

Le présent Protocole peut être amendé par le Conseil, les Ministres devant se prononcer à l'unanimité et être munis de pleins pouvoirs de leur Gouvernement; les amendements entrent en vigueur dès que tous les Gouvernements membres les ont approuvés.

Article 14

Signature, ratification et entrée en vigueur

1. Le présent Protocole restera ouvert à la signature à Bruxelles jusqu'au 1er mai 1954 à tous les Gouvernements représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports tenue à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953.

2. Chacun de ces Gouvernements peut devenir Partie contractante au présent Protocole:

   a) par signature sans réserve de ratification;

   b) par signature sous réserve de ratification, suivie de ratification.

3. Dans les cas visés au paragraphe 2 (b) du présent article, les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge et la ratification prendra effet à la date du dépôt des instruments. Notification en sera faite par le Gouvernement belge aux Gouvernements visés au paragraphe 1 ci-dessus.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que six Gouvernements au moins l'auront approuvé à titre définitif soit par signature sans réserve de ratification, soit par signature suivie de ratification. Pour chaque Gouvernement qui, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le signera sans réserve de ratification ou le ratifiera, le Protocole entrera en vigueur au moment de cette signature ou de cette ratification.

5. Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur du présent Protocole, les Gouvernements qui l'auront signé sous réserve de ratification conviennent, afin d'éviter tout retard, de le mettre en application dès sa signature, à titre provisoire, pour autant que leurs règles constitutionnelles respectives le leur permettent.

Article 15

Adhésion

1. Tout Gouvernement européen non signataire peut devenir Partie contractante au présent Protocole, en y adhérant après que sa demande de faire partie de la Conférence aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge et l'adhésion prendra effet dès leur dépôt.

Article 16

Dénonciation

Tout Gouvernement membre pourra dénoncer le présent Protocole, en donnant un préavis de six mois au Gouvernement belge, qui le notifiera aux autres Gouvernements membres.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Belgique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements participants.

Pour la République fédérale d'Allemagne:
SEEBOHM

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:
Sous réserve de ratification
P.-W. SEGERS

Pour le Danemark:
Ad referendum
PALLE CHRISTENSEN

Pour l'Espagne:
Sous réserve de ratification
Le Comte DE VALLELLANO

Pour la France:
J. CHASTELLAIN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Subject to ratification
SELKIRK

Pour la Grèce:

Pour l'Italie:
BERNARDO MATTARELLA

Pour le Luxembourg:
Ad referendum et sous la réserve expresse de l'approbation de l'arrangement à conclure, conformément à l'article 10 *c*)
V. BODSON.

Pour la Norvège:
Subject to ratification
JAKOB PETTERSEN

Pour les Pays-Bas:
Sous réserve de ratification
J. ALGERA

Pour le Portugal:
Ad referendum
M. GOMES DE ARAUJO

Pour la Suède:
Subject to ratification
SVEN ANDERSSON

Pour la Suisse:
ESCHER

Pour la Turquie:
Sous réserve de ratification
K. ZEYTINOGLU

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire libre de Trieste:
Sous réserve de ratification
COSULICH

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Règlement intérieur de la Conférence Européenne des Ministres des Transports

Article 1

Conseil

a) Le Conseil élit, à la majorité des membres présents, un Bureau composé d'un Président et de deux Vice-Présidents. Ce Bureau est élu en principe chaque année et reste en fonctions jusqu'à la désignation d'un nouveau Bureau.

b) Le Président sortant est normalement remplacé par le premier Vice-Président de l'année précédente, et ce dernier par le second Vice-Président.

c) Si, au cours de son mandat, un membre du Bureau quitte ses fonctions de Ministre des Transports au sein de son propre Gouvernement, il est automatiquement remplacé par le Ministre qui lui succède dans ces fonctions.

Article 2

Le Conseil se réunit en principe au moins une fois par an sur convocation de son Président. En outre, celui-ci convoque le Conseil lorsque le tiers au moins des membres en font expressément la demande.

Article 3

Comité

Le Bureau du Comité se compose d'un Président et de deux Vice-Présidents. Afin d'assurer une liaison étroite entre le Bureau du Conseil et celui du Comité, le Président et les Vice-Présidents du Comité sont respectivement les Suppléants du Président et des Vice-Présidents du Conseil.

Article 4

Le Comité se réunit aussi souvent qu'il l'estime nécessaire et en tout cas lors de chaque session du Conseil. Le Président convoque également le Comité sur la demande ou avec l'accord d'un tiers au moins de ses membres.

Article 5

Sauf décision contraire du Conseil, les séances du Conseil et du Comité ne sont pas publiques.

Article 6

Groupes restreints

Les groupes restreints formés conformément à l'Article 8 du Protocole règlent leurs méthodes de travail.

Article 7

Ordre du jour

a) Avant chaque séance du Conseil ou du Comité, le Bureau intéressé établit un ordre du jour provisoire.

b) Au premier point de l'ordre du jour figure l'examen des mesures prises par les pays membres pour donner effet aux Conclusions de la Conférence.

c) L'ordre du jour provisoire est mis à la disposition de tous les membres, six semaines au moins avant la date de chaque session du Conseil et trois semaines au moins avant la date de chaque session du Comité.

d) A l'ouverture de chaque session, tout membre a le droit d'inscrire une question à l'ordre du jour provisoire. L'ordre du jour est ensuite adopté à la majorité des membres présents.

Article 8

Votes

Les Résolutions prises par le Conseil ou par le Comité sur des questions de procédure ayant pour objet la marche de leurs travaux sont adoptées à la majorité des membres présents, sauf disposition spéciale contraire.

Article 9

Quorum

Pour toute réunion du Conseil ou du Comité, le quorum est atteint lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

Article 10

Comptes rendus

Il est établi un compte rendu pour toutes les séances du Conseil et du Comité.

Article 11

Auditions

Lorsque la Conférence discute d'une question pour laquelle une Organisation Internationale est compétente, des arrangements peuvent être pris par le Comité, décidant à la majorité pour prendre connaissance des vues de l'Organisation en question.

Article 12

Dispositions diverses

A moins que le Bureau du Conseil ou du Comité n'en décide autrement, les documents émanant de la Conférence ne sont communiqués qu'aux Gouvernements membres et associés.

Article 13

Le Bureau du Conseil peut, avec l'accord du Conseil, publier des communiqués de presse sur les travaux de la Conférence

---

Acte final

La Conférence Européenne des Ministres des Transports, réunie à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953,

En vue de se concerter sur des questions relatives aux transports intérieurs européens,

A arrêté et ouvert à la signature le texte d'un Protocole relatif à la Conférence Européenne des Ministres des Transports avec, en Annexe, un Règlement d'ordre intérieur; et

A arrêté en outre les Résolutions suivantes relatives:

1) aux transports par chemin de fer:

Exploitation en commun du matériel à marchandises;

Adoption d'itinéraires rationnels d'acheminement des marchandises par chemin de fer et unification des tarifs;

Standardisation du matériel et électrification;

Financement international des achats de matériel ferroviaire;

Mesures à prendre en vue d'accroître le nombre de pays participants aux Conventions internationales pour le transport par chemin de fer et d'accélérer la ratification des Conventions internationales préparées par les organisations spécialisées.

2) aux transports par route:

Aménagement d'itinéraires de trafic international routier;

Signalisation routière;

Poids et dimensions des véhicules automobiles;

Réglementation des transports routiers internationaux;

Circulation routière;

Aménagement des bureaux douaniers sur les grandes routes de trafic international.

3) aux transports par voies navigables:

Etablissement d'une liste de projets concernant les voies d'eau d'intérêt européen;

Problèmes internationaux posés par l'exploitation des voies navigables.

4) à des questions de caractère général intéressant les trois modes de transport:

Investissements en matière de transport;

Denrée' périssables.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Acte Final.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise.

Pour la République fédérale d'Allemagne:
SEEBOHM

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:
P.-W. SEGERS

Pour le Danemark:
Ad referendum
PALLE CHRISTENSEN

Pour l'Espagne:
Sous réserve de ratification
Le Comte DE VALLELLANO

Pour la France:
J. CHASTELLAIN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
SELKIRK

Pour la Grèce:

Pour l'Italie:
BERNARDO MATTARELLA

Pour le Luxembourg:
V. BODSON

Pour la Norvège:
Subject to ratification
JAKOB PETTERSEN

Pour les Pays-Bas:
J. ALGERA

Pour le Portugal:
M. GOMES DE ARAUJO

Pour la Suède:
SVEN ANDERSSON

Pour la Suisse:
ESCHER

Pour la Turquie:
K. ZEYTINOGLU

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire libre de Trieste:
COSULICH

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1955, n. 225.

Cambiamento della denominazione del comune di « Fontanetto da Po » in provincia di Vercelli, in quella di « Fontanetto Po ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la deliberazione del Consiglio comunale di Fontanetto da Po in data 25 agosto 1954, n. 38, con la quale è stato chiesto che l'attuale denominazione del Comune sia mutata in quella di « Fontanetto Po »;

Vista la deliberazione del Consiglio provinciale di Vercelli in data 17 novembre 1954, n. 175, con la quale è stato espresso parere favorevole in ordine alla citata richiesta;

Visto l'art. 266 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno,

Decreta:

La denominazione del comune di Fontanetto da Po, in provincia di Vercelli, è mutata in quello di « Fontanetto Po ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Napoli, addì 16 febbraio 1955

EINAUDI

SCELBA

Visto, *il Guardasigilli* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 30. - CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1955, n. 226.

Ricostituzione del comune di Torre Bairo, in provincia di Torino.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 31 dicembre 1928, n. 3305, con il quale i comuni di Bairo e Torre Bairo furono riuniti in unico Comune denominato « Bairo Torre » con capoluogo Bairo;

Vista l'istanza 17 marzo 1946, con la quale la maggioranza dei contribuenti del cessato comune di Torre Bairo ne ha chiesto la ricostituzione in Comune autonomo;

Viste le deliberazioni della Giunta comunale in data 29 marzo 1946, n. 15, e del Consiglio comunale di Bairo Torre in data 14 novembre 1953, n. 27, della Deputazione provinciale in data 28 maggio 1946, n. 22-3327, e del Consiglio provinciale di Torino in data 24 febbraio 1954, n. 5-4580, con le quali venne espresso parere in ordine alla ricostituzione di cui trattasi;

Visti gli articoli 33 e 35 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Vista la legge 15 febbraio 1953, n. 71;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Decreta:

Art. 1.

E' ricostituito il comune di Torre Bairo, in provincia di Torino, con la circoscrizione territoriale preesistente alla data della relativa soppressione.

~~Al comune di Bairo Torre è restituita~~ l'antica denominazione di Bairo.

Art. 2.

Il Prefetto di Torino, sentita la Giunta provinciale amministrativa, provvederà al regolamento dei rapporti patrimoniali e finanziari tra il comune di Bairo e il ricostituito comune di Torre Bairo, nonchè alla ripartizione fra gli stessi, previo parere delle rispettive Amministrazioni, del personale in servizio presso il comune di Bairo Torre alla data del presente decreto.

E' fatto salvo l'esercizio, da parte dei Comuni predetti, della facoltà di revisione degli organici secondo le norme di cui al decreto legislativo luogotenenziale 18 gennaio 1945, n. 48, e successive modificazioni, con l'osservanza, per quanto concerne il trattamento economico, delle disposizioni contenute nell'art. 228 del testo unico 3 marzo 1934, n. 383, della legge comunale e provinciale, e successive modifiche.

Al personale in servizio presso il comune di Bairo Torre, che sarà inquadrato negli organici del comune di Torre Bairo, sarà mantenuto ad personam il trattamento economico fruito all'atto dell'inquadramento.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Napoli, addì 16 febbraio 1955

EINAUDI

SCELBA

Visto, *il Guardasigilli* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 29. - CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 gennaio 1955, n. 227.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale di Serravalle Sesia (Vercelli).

N. 227. Decreto del Presidente della Repubblica 22 gennaio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale di Serravalle Sesia (Vercelli) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 8. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 gennaio 1955, n. 228.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica del Liceo-ginnasio statale di Marsala (Trapani).

N. 228. Decreto del Presidente della Repubblica 22 gennaio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica del Liceo-ginnasio statale di Marsala (Trapani) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 9. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 gennaio 1955, n. 229.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale di via Tabacchi di Milano.

N. 229. Decreto del Presidente della Repubblica 22 gennaio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale di via Tabacchi di Milano viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 10. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 febbraio 1955, n. 230.

Autorizzazione alla Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale e per geometri statale « G. Costa » di Lecce ad accettare una donazione.

N. 230. Decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale e per geometri statale « G. Costa » di Lecce viene autorizzata ad accettare la donazione di nominali L. 25.000, in titoli di Stato, disposta al fine di istituire, col relativo reddito, un premio di studio quadriennale intitolato « Trieste ».

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 4. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 febbraio 1955, n. 231

Autorizzazione alla Cassa scolastica dell'Istituto tecnico statale commerciale e per geometri « Riccati » di Treviso ad accettare una donazione.

N. 231. Decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico statale commerciale e per geometri « Riccati » di Treviso viene autorizzata ad accettare la donazione di L. 1.000.000 disposta al fine di istituire, col relativo reddito, una borsa di studio annuale intitolata al nome del rag. Pietro Algise.

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 5. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 febbraio 1955, n. 232.

Autorizzazione alla Cassa scolastica dello statale Istituto tecnico commerciale e per geometri « J. Barozzi » di Modena ad accettare una donazione.

N. 232. Decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dello statale Istituto tecnico commerciale e per geometri « J. Barozzi » di Modena viene autorizzata ad accettare la donazione di nominali L. 20.000 in titoli di Stato, disposta al fine di istituire, col relativo reddito, un premio di studio quinquennale intitolato « Antonio Rosa ».

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1955
Atti del Governo, registro n. 90, foglio n. 6. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 26 febbraio 1955.

Autorizzazione all'Associazione nazionale dell'industria olearia, dei grassi, saponi ed affini, con sede centrale in Roma, ad esercitare il controllo sugli oli commestibili.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, sulla repressione delle frodi nella preparazione e nel commercio di sostanze di uso agrario e di prodotti agrari, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562;

Visto il regolamento per l'esecuzione del suddetto decreto-legge, approvato con regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361;

Vista la domanda in data 26 novembre 1954, con la quale l'Associazione nazionale dell'industria olearia, dei grassi, saponi ed affini chiede di avvalersi, in tutto il territorio nazionale, delle facoltà di cui all'art. 46 del regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, per quanto concerne la osservanza delle disposizioni relative agli oli commestibili, contenute nel capo quarto di detto regio decreto-legge e nelle successive modificazioni;

Considerato che l'Associazione predetta ha depositato presso il Ministero dell'industria e del commercio i documenti prescritti dall'art. 90 del regolamento approvato con regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361, e constatato che possiede i requisiti occorrenti per il disimpegno delle funzioni richieste ai sensi di legge;

Ritenuta l'opportunità d'integrare l'attività svolta da altri Istituti ed Enti all'esercizio della vigilanza nella preparazione e nel commercio di sostanze di uso agrario e di prodotti agrari;

Decreta:

L'Associazione nazionale dell'industria olearia, dei grassi, saponi ed affini, con sede centrale in Roma, è autorizzata, a norma dell'art. 46 del regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, a costituirsi parte civile nei procedimenti per infrazione alle norme stabilite dal suddetto decreto e dalle successive modificazioni sulla preparazione e sul commercio degli oli commestibili in genere, a far controllare, a sue spese, l'osservanza delle norme stesse e a far procedere, sempre a sue spese, al prelevamento di campioni mediante propri agenti giurati, da assumersi secondo le disposizioni dell'art. 91 del regolamento approvato con regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361.

Tali facoltà potranno essere esercitate dalla predetta Associazione in tutto il territorio della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 febbraio 1955

Il Ministro: VILLABRUNA

Registrato alla Corte dei conti, addì 1° aprile 1955
Registro n. 9 Industria e commercio, foglio n. 383. — SCIACCA

(1913)

DECRETO MINISTERIALE 10 marzo 1955.

Regime daziario dal 10 febbraio 1955 per il coke e il semi-coke di carbon fossile, altri, e di lignite, provenienti dai Paesi della Comunità europea del carbone e dell'acciaio.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
E
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Vista la tariffa generale dei dazi doganali di importazione, approvata con decreto del Presidente della Repubblica 7 luglio 1950, n. 442, e successive aggiunte e modificazioni;

Vista la legge 25 giugno 1952, n. 766, che ratifica e dà esecuzione agli Accordi internazionali firmati a Parigi il 18 aprile 1951, relativi alla Comunità europea del carbone e dell'acciaio;

Vista la decisione in data 10 febbraio 1953 dell'Alta Autorità della predetta Comunità, che fissa al 10 febbraio 1953 l'inizio del periodo di transizione per il carbone, il minerale di ferro ed i rottami;

Vista la decisione in data 4 maggio 1953 dell'Alta Autorità della predetta Comunità, che autorizza il Governo italiano ad applicare le disposizioni del paragrafo 27, comma secondo, della Convenzione relativa alle disposizioni transitorie;

Vista la decisione in data 22 aprile 1953 del Consiglio dei Ministri della predetta Comunità, che approva la nomenclatura doganale comune per i Paesi membri della Comunità, e subordina a certificato di libera pratica l'applicazione da parte dei Paesi membri del trattamento preferenziale ai prodotti che formano oggetto del mercato comune;

Visto il decreto Ministeriale 31 maggio 1954;

Decreta:

Art. 1.

Dal 10 febbraio 1955 il dazio sul coke e sul semi-coke di carbon fossile, altri, e di lignite (voci della nomenclatura doganale comune n. 2704-*a*-2 e n. 2704-*b*), importati dagli altri Paesi membri della Comunità europea del carbone e dell'acciaio e scortati da certificato di libera pratica rilasciato dalle autorità doganali dei rispettivi Paesi, si applica nella misura dell'11,25% sul valore.

Art. 2.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Itatliana.

Roma, addì 10 marzo 1955

Il Ministro per le finanze
TREMELLONI

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Il Ministro per l'industria e per il commercio
VILLABRUNA

Il Ministro per il commercio con l'estero
MARTINELLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *aprile* 1955
Registro n. 7 *Finanze, foglio n.* 259. — BENNATI

(1914)

DECRETO MINISTERIALE 18 marzo 1955.

Costituzione dell'« Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie della Liguria », e approvazione del relativo statuto.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Vista la legge 22 giugno 1950, n. 445;

Vista la domanda presentata dagli Istituti di credito promotori per ottenere l'autorizzazione, ai sensi della legge precitata, a costituire un Istituto specializzato per la concessione di finanziamenti a medio termine alle medie e piccole imprese industriali della Liguria;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

E' autorizzata la costituzione, ai sensi della legge 22 giugno 1950, n. 445, di un Istituto specializzato per la concessione di finanziamenti a medio termine alle medie e piccole imprese industriali, con raggio d'azione esteso al territorio della Liguria.

Detto Istituto, che assumerà la denominazione di « Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie della Liguria », sarà retto dalle norme dello statuto, composto di trentasei articoli, allegato al presente decreto.

Il presente decreto e l'allegato statuto saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 marzo 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per l'industria ed il commercio
VILLABRUNA

Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie della Liguria

STATUTO

Art. 1.

Ai fini ed agli effetti della legge 22 giugno 1950, n. 445, è costituito un ente di diritto pubblico denominato « Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie della Liguria ».

Oltre agli Istituti promotori: Cassa di risparmio di Genova, Cassa di risparmio di Savona, Cassa di risparmio di La Spezia, potranno parteciparvi quegli altri Istituti ed Enti esercenti il credito e le assicurazioni, che vi siano ammessi dall'assemblea, previa autorizzazione, per i primi, dell'organo di vigilanza.

Art. 2.

L'Istituto ha personalità giuridica propria e sede in Genova.

Art. 3.

L'Istituto ha durata indeterminata.

Art. 4.

Scopo dell'Istituto è la concessione di crediti a medio termine alle medie e piccole industrie, al fine di mettere in valore risorse economiche e possibilità di lavoro nel territorio della Liguria.

Art. 5.

Il fondo di dotazione iniziale dell'Istituto è di lire cinquanta milioni, conferiti dai promotori, ed è costituito da quote di partecipazione nominative ed indivisibili di lire un milione ciascuna.

Il fondo di dotazione potrà essere aumentato con delibera dell'assemblea dei partecipanti.

La responsabilità dei partecipanti all'Istituto è limitata alle quote di partecipazione assunte.

Non è ammessa la cessione di quote se non a favore di altro ente pertecipante. Tuttavia, la cessione delle quote ad altro ente partecipante, come anche l'ammissione all'Istituto di altri enti delle categorie contemplate nell'art. 1, può aver luogo solo col consenso dell'assemblea dei partecipanti allo Istituto.

Il versamento delle quote sottoscritte dovrà essere effettuato, su richiesta del Consiglio di amministrazione, entro dieci giorni dalla data di invito e in unica soluzione. Se un eventuale aumento del fondo di dotazione non è integralmente sottoscritto nel termine previsto dalla deliberazione, i sottoscrittori sono liberati dall'obbligo assunto, a meno che nella deliberazione stessa non sia altrimenti disposto.

Art. 6.

L'Istituto, per l'istruttoria e l'espletamento delle singole operazioni e per gli incombenti accessori, si avvale dell'organizzazione periferica degli Istituti partecipanti, dai quali è rappresentato localmente in conformità di apposite convenzioni da approvarsi dal Consiglio di amministrazione.

Art. 7.

L'Istituto provvede alla concessione del credito:

a) con il fondo di dotazione e con il fondo di riserva;

b) con la emissione di obbligazioni e di buoni fruttiferi, nominativi o al portatore, previa osservanza delle modalità e delle limitazioni stabilite dall'organo di vigilanza;

c) con le aperture di credito in conto corrente, eventualmente accordate dai partecipanti, nei limiti e con le formalità previsti dalle rispettive norme statutarie;

d) con gli eventuali conferimenti statali.

E' vietato all'Istituto la raccolta del risparmio sotto qualsiasi altra forma.

L'Istituto può compiere con l'Istituto centrale per il credito a medio termine a favore delle medie e piccole industrie (Mediocredito), di cui alla legge 25 luglio 1952, n. 949, le operazioni previste dalla legge medesima, nonchè quelle di cui alla legge 22 dicembre 1953, n. 955.

Art. 8.

Per il raggiungimento dei propri fini, l'Istituto può compiere, con tutte le limitazioni stabilite dall'art. 5 della legge 22 giugno 1950, n. 445, le seguenti operazioni attive:

a) mutui o aperture di credito assistiti da garanzie mobiliari ed immobiliari o anche, eccezionalmente da garanzie personali;

b) sovvenzioni o sconti cambiari;

c) acquisto di titoli obbligazionari all'atto dell'emissione:

d) riporti e anticipazioni su titoli di Stato ed obbligazionari, nonchè sconti di buoni ordinari del Tesoro, per durata inferiore ad un anno.

Salvo diverse determinazioni dell'organo di vigilanza, la durata massima delle singole operazioni non può superare:

per i mutui: cinque anni;

per le sovvenzioni o sconti cambiari: tre anni;

per le aperture di credito: due anni.

E' inibito comunque l'esercizio del credito per la durata inferiore ad un anno.

Art. 9.

L'Istituto gode delle agevolazioni di cui all'art. 6 della legge 22 giugno 1950, n. 445, e successive modificazioni, ed all'art. 28 della legge 22 dicembre 1953, n. 955.

Art. 10.

Sono organi dell'Istituto:

a) l'assemblea dei partecipanti;

b) il Consiglio di amministrazione;

c) il Comitato centrale ed i Comitati locali di sconto;

d) la Presidenza;

e) il Collegio sindacale;

f) il direttore.

Art. 11.

L'assemblea è costituita dai legali rappresentanti degli enti partecipanti, a norma dei rispettivi statuti; essi dispongono di un voto per ogni quota del fondo di dotazione di cui risultino titolari quindici giorni prima della data dell'assemblea. Ogni partecipante può farsi rappresentare all'assemblea da un altro partecipante, mediante delega conferita anche a mezzo di semplice lettera.

Nessun partecipante potrà avere più di una delega.

Art. 12.

Le assemblee sono ordinarie e straordinarie. Esse sono presiedute dal presidente del Consiglio di amministrazione o da chi lo sostituisce a termini del vigente statuto.

Art. 13.

Spetta all'assemblea:

a) procedere alle nomine del presidente, del vice presidente e degli altri componenti il Consiglio di amministrazione;

b) procedere alla nomina dei sindaci di sua competenza;

c) approvare il bilancio dell'Istituto;

d) provvedere al riparto degli utili netti conseguiti;

e) determinare la misura delle medaglie di presenza, spettanti ai componenti il Consiglio di amministrazione ed il Comitato centrale per l'intervento alle riunioni dei rispettivi organi;

f) determinare il compenso dei sindaci effettivi;

g) decidere sulle domande di partecipazione, eventualmente avanzate dagli enti indicati dall'art. 1, nonchè deliberare sull'aumento del fondo di dotazione, stabilendo le relative modalità;

h) deliberare le modifiche del presente statuto, che andranno poi approvate con le modalità di cui all'art. 1 della legge 22 giugno 1950, n. 445;

i) deliberare su qualunque altro oggetto inscritto all'ordine del giorno.

Art. 14.

L'assemblea ordinaria è convocata entro il mese di aprile per deliberare in particolare sugli oggetti di cui all'art. 13, comma *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*).

Le assemblee straordinarie sono convocate ogni qualvolta il Consiglio di amministrazione lo creda necessario o ne sia fatta domanda motivata dal Collegio sindacale o da enti partecipanti che rappresentino almeno un quinto del fondo di dotazione dell'Istituto, nei quali ultimi due casi l'adunanza avrà luogo entro trenta giorni dalla presentazione della richiesta.

Art. 15.

La convocazione delle assemblee è fatta a mezzo lettera raccomandata da spedire ai partecipanti al loro domicilio almeno quindici giorni prima della data fissata per la riunione.

La lettera di convocazione deve indicare la data, l'ora, il luogo della riunione e contenere l'elenco degli affari da trattare.

Art. 16.

Per la validità delle assemblee ordinarie e straordinarie occorre la presenza di tante quote di partecipazione che rappresentino almeno la metà del fondo di dotazione; per la validità delle relative deliberazioni occorre il voto favorevole della maggioranza delle quote presenti all'assemblea.

Art. 17.

Il Consiglio di amministrazione è composto dal presidente, dal vice presidente e da quattro consiglieri, scelti fra i rappresentanti designati dai singoli partecipanti.

Ciascun partecipante non potrà avere più di due rappresentanti nel Consiglio di amministrazione.

Art. 18.

Tutte le cariche sono gratuite; ai componenti il Consiglio spetta una medaglia di presenza per l'intervento alle sedute consiliari, cui va aggiunto, per coloro che risiedono fuori Genova, il rimborso delle spese di viaggio.

Art. 19.

Non possono far parte contemporaneamente del Consiglio di amministrazione i parenti e gli affini fino al terzo grado incluso e non possono far parte altresì del Consiglio i membri del Parlamento, i funzionari ed impiegati dello Stato o di altri enti pubblici; i parenti, fino al terzo grado inclusi, dei sindaci, del direttore e dei dipendenti dell'Istituto.

Art. 20.

I membri del Consiglio di amministrazione durano in carica due anni e possono essere confermati.

Art. 21.

Per la sostituzione degli amministratori, in caso di vacanza, provvederà per cooptazione lo stesso Consiglio di amministrazione, con l'osservanza, ove del caso, delle norme di cui all'art. 2386 del Codice civile e del presente statuto.

Art. 22.

Le adunanze del Consiglio sono convocate con biglietto, contenente l'ordine del giorno, da spedire a mezzo raccomandata ai membri ed ai sindaci, al loro domicilio, almeno cinque giorni innanzi la riunione.

Nei casi di urgenza, la convocazione può essere effettuata anche telegraficamente, senza rispetto del termine di cui al comma precedente.

Il Consiglio di amministrazione si riunisce almeno una volta ogni tre mesi.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza della maggioranza dei membri del Consiglio.

Le votazioni su questioni concernenti persone sono fatte a scrutinio segreto.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta dei presenti. In caso di parità, nelle votazioni palesi prevale il voto di chi presiede e nelle votazioni segrete la proposta si intende respinta.

Art. 23.

Il Consiglio di amministrazione è investito del più ampio mandato per tutto ciò che non è riservato all'assemblea.

Spetta in particolare al Consiglio:

a) designare un consigliere per la sostituzione del presidente e del vice presidente in caso di loro contemporanea assenza o impedimento;

b) nominare annualmente i membri dei Comitati locali di sconto, fissando l'ammontare delle relative medaglie di presenza;

c) approvare i regolamenti occorrenti per disciplinare l'ordinamento e l'attività dell'Istituto;

d) nominare il direttore ed il personale di qualunque grado, di cui sia ritenuta indispensabile l'assunzione alle dirette dipendenze, fissandone i requisiti, le attribuzioni, il trattamento economico e di quiescenza;

e) delegare mansioni di carattere esecutivo a Istituti partecipanti;

f) determinare le competenze del Comitato centrale e fissare il turno annuale dei consiglieri che andranno a comporlo;

g) determinare i criteri generali per la concessione del credito;

h) fissare i saggi di interesse da applicare sulle operazioni attive e approvare quelli da corrispondere sulle operazioni passive;

i) deliberare sulle operazioni di credito che eccedono i limiti di competenza attribuiti al Comitato centrale;

l) deliberare sulla cancellazione, riduzione delle ipoteche, rinuncia a privilegi, a pegni ed altre garanzie, quando permanga un credito dell'Istituto;

m) deliberare sulla emissione delle obbligazioni e dei buoni fruttiferi, fissandone le modalità, le condizioni e i saggi di interesse,

n) deliberare sulle aperture di credito in conto corrente di cui alla lettera c) dell'art. 7, concordandone le modalità e le condizioni;

o) deliberare sul riscontro del portafoglio e sulla cessione dei crediti non cambiari al Mediocredito;

p) deliberare sulle liti da promuovere o da sostenersi, autorizzando il presidente, o chi per esso, a stare in giudizio, nonchè a transigere, a rinunciare, ecc.;

q) formare i bilanci e le relazioni e quanto altro deve costituire oggetto di esame e di discussione da parte dell'assemblea dei partecipanti;

r) deliberare sulle alienazioni dei beni immobili provenienti da subasta;

s) provvedere, in genere, a tutto quanto occorre per il regolare funzionamento dell'Istituto e deliberare su ogni altro oggetto che nel presente statuto non sia stato espressamente riservato alla competenza dell'assemblea dei partecipanti.

Art. 24.

Il Comitato centrale è costituito dal presidente, dal vice presidente e da un consigliere, eletto annualmente dal Consiglio di amministrazione fra i suoi membri.

Art. 25.

Il Comitato centrale sovraintende alla gestione ordinaria dell'Istituto e delibera:

a) sulle operazioni di concessioni di credito nonchè di risconto del portafoglio e di cessione di crediti al Mediocredito, entro i limiti di competenza e valore stabiliti dal Consiglio;

b) su quanto altro eventualmente delegatogli dal Consiglio;

c) in via di urgenza, su affari di competenza del Consiglio di amministrazione, nella prima riunione del quale deve chiedere la ratifica.

La deliberazione del Comitato è prova legale di fronte ai terzi della esistenza della delega o dell'urgenza.

Art. 26.

Il Comitato è convocato con un biglietto di invito ai suoi membri ed ai sindaci al loro domicilio, almeno tre giorni prima della riunione.

In caso di urgenza, la convocazione può essere effettuata con qualunque altro mezzo più celere, senza rispetto dei termini di cui al comma precedente.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza di tutti i membri del Comitato e le deliberazioni devono essere prese all'unanimità.

Le votazioni su questioni concernenti persone sono fatte a scrutinio segreto.

Ai componenti il Comitato spettano, per la partecipazione alle sedute, la medaglia di presenza ed il rimborso spese di viaggio come per le riunioni di Consiglio. Questi compensi non sono cumulabili nello stesso giorno in cui si riuniscono Comitato e Consiglio.

Art. 27.

I Comitati locali di sconto sono costituiti presso la sede centrale di ciascun ente partecipante, saranno nominati a norma dell'art. 23, comma b), e saranno composti di tre membri, proposti dall'ente interessato nella persona del suo presidente, del direttore e di un consigliere di amministrazione.

Art. 28.

Il presidente rappresenta l'Istituto di fronte a terzi ed in giudizio; convoca e presiede l'assemblea dei partecipanti, il Consiglio di amministrazione ed il Comitato centrale, firma i verbali delle loro adunanze e vigila sulla esecuzione delle deliberazioni assunte.

Consente alle cancellazioni delle ipoteche, alle surrogazioni da farsi in favore di terzi, alle cancellazioni delle trascrizioni dei precetti, eseguiti dall'Istituto, ed alla restituzione di pegni e di altre garanzie, sempre che il credito dell'Istituto risulti integralmente estinto.

Art. 29.

In caso di assenza o di impedimento del presidente, lo sostituisce il vice presidente. In mancanza od impedimento di entrambi, essi saranno sostituiti da un consigliere espressamente designato dal Consiglio di amministrazione.

Di fronte ai terzi, ed in particolare al conservatore dei registri immobiliari, all'Amministrazione del debito pubblico e ad altri pubblici uffici, la firma del vice presidente costituisce la prova legale dell'assenza o dell'impedimento del presidente e la firma del consigliere designato costituisce la prova legale dell'assenza e dell'impedimento del presidente e del vice presidente.

Art. 30.

Il Collegio dei sindaci è composto di tre membri effettivi e due supplenti.

Un sindaco effettivo ed uno supplente sono nominati con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, fra nominativi residenti nelle Provincie liguri; gli altri sono nominati dall'assemblea dei partecipanti. La presidenza del Collegio spetta al sindaco effettivo di nomina Ministeriale.

Il Collegio sindacale esercita le funzioni previste dal Codice civile.

I sindaci debbono intervenire alle adunanze del Consiglio di amministrazione ed hanno facoltà di presenziare a quelle del Comitato.

I sindaci durano in carica due anni e possono essere confermati.

Art. 31.

All'Istituto è preposto un direttore, il quale assiste alle assemblee dei partecipanti ed interviene, con voto consultivo, alle adunanze del Consiglio di amministrazione e del Comitato centrale.

Il direttore ha alle sue dipendenze tutto il personale; ordina e vigila il lavoro da compiere dal medesimo e più particolarmente attende ai seguenti compiti:

a) provvede all'esecuzione delle deliberazioni dell'assemblea dei partecipanti, del Consiglio di amministrazione e del Comitato centrale, nonchè alla esecuzione delle disposizioni impartite dal presidente e ne firma gli atti relativi;

b) riferisce al Comitato centrale ed al Consiglio di amministrazione su tutti gli affari sui quali detti organi sono chiamati a deliberare;

c) firma la corrispondenza ordinaria, gli ordinativi d'incasso e di pagamento, le girate dei vaglia e dei titoli all'ordine e le quietanze;

d) dispone e disciplina i servizi, gli accertamenti, i controlli e le ispezioni occorrenti;

e) dà pareri, formula proposte su tutti i provvedimenti riguardanti il personale;

f) autorizza le spese di amministrazione di carattere ordinario, entro i limiti fissati annualmente dal Consiglio di amministrazione;

g) predispone il bilancio di ogni esercizio annuale entro il primo trimestre successivo e lo accompagna al Consiglio con una relazione illustrativa.

Art. 32.

Le funzioni di direttore potranno essere affidate quale incarico temporaneo al direttore di uno degli enti partecipanti prescelto con turno annuale dal Consiglio di amministrazione dell'Istituto.

Art. 33.

Ogni esercizio amministrativo ha inizio al 1° gennaio e termina il 31 dicembre di ogni anno. Il primo esercizio si chiude al 31 dicembre 1955.

Il bilancio di ciascun esercizio dovrà essere sottoposto al voto dell'assemblea dei partecipanti nella adunanza ordinaria di aprile.

La contabilità viene tenuta dalla sede centrale sugli elementi contabili forniti dai singoli partecipanti sulla scorta delle istruzioni emanate dal Consiglio di amministrazione.

A rimborso a forfait delle spese sostenute ed a titolo di compenso verrà attribuito agli enti partecipanti il 50% dello utile lordo realizzato nel complesso dei partecipanti medesimi per la gestione delle operazioni di cui trattasi.

La ripartizione della quota di cui sopra verrà stabilita dalle norme regolamentari.

Art. 34.

Gli utili netti debbono essere assegnati:

1) per i 3/10 alla formazione di un fondo di riserva ordinario;

2) per i 6/10 ai partecipanti, quale dividendo sul fondo di dotazione conferito;

3) per 1/10, in parte alla formazione di un fondo di riserva straordinario, e in parte alla costituzione di un fondo a disposizione del Consiglio di amministrazione per la concessione di premi, sussidi e contributi e per iniziative dirette a favorire lo sviluppo ed il perfezionamento della media e piccola industria in Liguria.

Art. 35.

L'assemblea dei partecipanti può deliberare lo scioglimento e la conseguente liquidazione dell'Istituto con deliberazione che abbia ottenuto una maggioranza di voti che rappresenti almeno due terzi del fondo di dotazione.

La deliberazione per essere esecutiva dovrà riportare la approvazione del Ministro per il tesoro di concerto con il Ministro per l'industria e per il commercio, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio.

Le attività nette risultanti saranno ripartite tra gli Istituti partecipanti in proporzione delle quote da ciascuno conferite.

Art. 36.

L'Istituto è sottoposto alla vigilanza, in conformità delle disposizioni del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive norme integrative e modificative.

Per l'amministrazione straordinaria e la liquidazione dell'Istituto valgono le disposizioni del predetto regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive norme integrative e modificative.

L'Istituto deve rimettere all'organo di vigilanza i verbali delle deliberazioni delle assemblee e del Consiglio di amministrazione, nonchè il bilancio annuale e le situazioni periodiche dei conti. Trascorsi dieci giorni dalla data dell'invio dei verbali senza che nessuna comunicazione sia pervenuta all'Istituto da parte dell'organo di vigilanza, le deliberazioni potranno essere eseguite.

Visto, *Il Ministro per il tesoro*
GAVA

Visto, *Il Ministro per l'industria e il commercio*
VILLABRUNA

(1850)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Savona ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 25 novembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 28 marzo 1955, registro n. 7 Interno, foglio n. 165, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Savona di un mutuo di L. 59.600.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(1900)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Imperia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 16 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 28 marzo 1955, registro n. 7 Interno, foglio n. 168, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Imperia di un mutuo di L. 104.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(1901)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Massa Carrara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954.

Con decreto interministeriale in data 9 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 28 marzo 1955, registro n. 7 Interno, foglio n. 166, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Massa Carrara di un mutuo di L. 415.400.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(1902)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Pesaro Urbino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954.

Con decreto interministeriale in data 27 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 28 marzo 1955, registro n. 7 Interno, foglio n. 167, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Pesaro Urbino di un mutuo di L. 361.900.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(1903)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza delle cattedre di archivistica speciale con esercitazioni e storia degli archivi e di storia degli ordinamenti politici, sociali, amministrativi e giudiziari degli Stati italiani presso la Scuola speciale per archivisti e bibliotecari dell'Università di Roma.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Scuola speciale per archivisti e bibliotecari dell'Università di Roma, sono vacanti le seguenti cattedre cui la Scuola interessata intende provvedere mediante trasferimento:

1. Archivistica speciale con esercitazioni e storia degli archivi;

2. Storia degli ordinamenti politici, sociali, amministrativi e giudiziari degli Stati italiani.

Gli aspiranti al trasferimento alle cattedre predette dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Scuola, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1937)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di clinica ostetrica e ginecologica presso la Facoltà di medicina e chirurgia della Università di Pavia.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di medicina e chirurgia della Università di Pavia, è vacante la cattedra di « clinica ostetrica e ginecologica » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1936)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Caserta

Con il decreto Ministeriale 25 marzo 1955, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Caserta viene prorogata fino al 30 aprile 1956 ed il geom. Alberto Pacetti è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione.

Con il decreto medesimo vengono attribuiti al commissario i poteri dell'assemblea per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1954, ed è fatto obbligo alla scadenza del termine come sopra prorogato, di provvedere nei modi di cui agli articoli 2364 e 2366 del Codice civile, alla convocazione della assemblea dei soci per gli adempimenti di legge.

(1686)

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Foggia

Con il decreto Ministeriale 25 marzo 1955, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Foggia viene prorogata fino al 30 aprile 1956 ed il comm. Antonio Aghemo è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnato dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione.

Con il decreto medesimo vengono attribuiti al commissario i poteri dell'assemblea per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1954, ed è fatto obbligo alla scadenza del termine come sopra prorogato, di provvedere nei modi di cui agli articoli 2364 e 2366 del Codice civile, alla convocazione della assemblea dei soci per gli adempimenti di legge.

(1687)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione di un progetto di variante al piano di ricostruzione di Benevento relativo alla zona E, via Torretta

Con decreto Ministeriale 30 marzo 1955, n. 483, è stato approvato il progetto di variante al piano di ricostruzione di Benevento, relativo alla zona *E*, via Torretta, vistato in una planimetria in scala 1:2000.

Per l'esecuzione del progetto è stato assegnato lo stesso termine fissato per l'attuazione del piano di ricostruzione originario, prorogato con decreto Ministeriale 10 marzo 1953.

(1794)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 84

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 13 aprile 1955

	Dollaro U. S. A.	Dollaro canadese	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,80	633,50	145,76
» Firenze	624,80	634 —	145,70
» Genova	624,90	634 —	145,75
» Milano	624,89	632,75	145,77
» Napoli	624,85	634,50	145,70
» Palermo	624,87	633,75	145,76
» Roma	624,89	632,85	145,77
» Torino	624,93	634 —	145,70
» Trieste	624,87	—	145,70
» Venezia	624,88	634,50	145,78

Media dei titoli del 13 aprile 1955

Rendita 3,50 % 1906	62,025
Id. 3,50 % 1902	60,35
Id. 5 % 1935	93,15
Redimibile 3,50 % 1934	81,525
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,175
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,225
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	88,30
Id. 5 % 1936	93,025
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,775
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,70
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,70
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,70

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 13 aprile 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,89
1 dollaro canadese	»	632,80
1 franco svizzero	»	145,77

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1749,69

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,498	per franco belga
Danimarca	»	90,473	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,78546	» franco francese
Germania	»	148,788	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,487	» corona norvegese
Olanda	»	164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,908	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Accreditamento di notaio

Si comunica che, con decreto Ministeriale 13 settembre 1954, è stato accreditato per le operazioni di debito pubblico da eseguirsi presso l'Intendenza di finanza di Ancona, il notaio dott. Armando Castellucci di Giuseppe, residente ed esercente in detta città.

Il direttore generale reggente: DI CRISTINA

(1806)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 16.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 3,50 % (1906)	670296	437,50	Peira Maria fu Giuseppe, minore sotto la tutela di Fracchia Cesare Augusto fu Agostino, dom. a Mondovì (Cuneo), con usufrutto vitalizio ad Agnina *Antonia* fu Andrea vedova Peira Giovanni, dom. a Mondovì (Cuneo).	Peira Maria fu Giuseppe, minore sotto la tutela di Fracchia Cesare Augusto fu Agostino, dom. a Mondovì (Cuneo), con usufrutto vitalizio ad Agnina *Antonina* fu Andrea vedova Peira Giovanni, dom. a Mondovì (Cuneo).
Id.	670294	437,50	Peira Catterina fu Giuseppe, minore, ecc. come sopra.	Peira Catterina fu Giuseppe, minore, ecc. come sopra.
Id.	670297	437,50	Peira Giuseppe fu Giuseppe, minore, ecc. come sopra.	Peira Giuseppe fu Giuseppe, minore, ecc. come sopra.
P. R. 3,50 % (1934)	57766	1.032,50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	57765	1.032,50	Peira Catterina fu Giuseppe, minore, ecc. come sopra.	Peira Catterina fu Giuseppe, minore, ecc. come sopra.
Cons. 3,50 % (1906)	145953	189 —	Acquarone *Matilde* di Giuseppe moglie di Gio. Battista Berlingieri, dom. a Savona. Ipotecato.	Acquarone *Stefanina Maddalena Matilde* di Giuseppe, ecc. come contro.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 12 marzo 1955

Il direttore generale: DI CRISTINA

(1352)

REGIONE TRENTINO - ALTO ADIGE

Ripristino di cognome nella forma tedesca

N. 2846/Gab.

IL VICE COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano del 7 luglio 1935, n. 1116.R.Gab. con cui al sig. Haspinger Giacomo fu Giacomo nato a Monguelfo l'11 aprile 1904 venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Arpini;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 26 dicembre 1954 dal predetto sig. Arpini Giacomo e dalla di lui figlia maggiorenne Matilde, in atto residente a Monguelfo;

Ritenuto che le ragioni addotte dai richiedenti sono risultate attendibili e consigliano pertanto l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/38435/19;

Visto l'art. 76 dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto 763/Gab. del 16 febbraio 1949 con cui il Commissario del Governo delega al Vice commissario attribuzioni già di competenza del Prefetto di Bolzano;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano 7 luglio 1935, n. 1116/R/Gab. è revocato a decorrere dalla data del presente decreto, limitatamente alle persone sottoindicate.

Per effetto di tale revoca il cognome dei signori:

Arpini Giacomo fu Giacomo e fu Moser Maria, nato a Monguelfo il 12 aprile 1904;

Arpini Matilde di Giacomo e fu Micheler Maria, nata a Monguelfo il 29 luglio 1927;

Arpini Margherita Notburga di Giacomo e fu Micheler Maria, nata a Monguelfo il 19 settembre 1934;

Arpini Paola Anna di Giacomo e fu Micheler Maria, nata il 30 gennaio 1944 a Monguelfo.

viene ripristinato nella forma tedesca di Haspinger.

Il sindaco del Comune di attuale residenza provvederà alla notifica del presente decreto agli interessati, a termini del paragrafo VI, comma terzo, delle istruzioni ministeriali anzidette e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dai paragrafi IV e V delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 30 marzo 1955

Il Vice Commissario del Governo
SANDRELLI

(1824)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso per esami a quindici posti di veterinario provinciale aggiunto in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il proprio decreto in data 7 aprile 1954, registrato alla Corte dei conti addì 19 maggio 1954 (registro n. 91 Presidenza, foglio n. 299), con il quale fu indetto un concorso per esami a quindici posti di veterinario provinciale aggiunto in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica;

Ritenuto che occorre procedere alla nomina della Commissione giudicatrice del suddetto esame di concorso;

Visto il regio decreto 25 giugno 1914, n. 702;

Visto il regio decreto 8 maggio 1924, n. 843;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 luglio 1945, n. 417;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 agosto 1945, n. 572;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 7 dicembre 1946, n. 623;

Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione giudicatrice del concorso di cui alle premesse e costituita come segue:

Presidente:

1) Pacifico dott. Armando, consigliere di Stato.

Membri:

2) Cilli prof. dott. Vittorio, ordinario della Facoltà di medicina veterinaria dell'Università di Perugia, componente del Consiglio superiore di sanità;

3) Duca dott. Filippo, ispettore generale veterinario dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

4) Pegreffi prof. dott. Giuseppe, direttore dell'Istituto zooprofilattico sperimentale di Sassari;

5) Falaschini prof. dott. Alfio, ordinario della Facoltà di medicina veterinaria dell'Università di Messina.

Le funzioni di segretario della Commissione saranno disimpegnate dal dott. Alfonso De Silva, consigliere di 1ª classe del Ministero dell'interno, in servizio presso l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica.

Art. 2.

Ai componenti ed al segretario della Commissione verrà corrisposto il trattamento economico di cui alla legge 4 novembre 1950, n. 888.

Art. 3.

La spesa graverà sul capitolo 285 del bilancio in corso del Ministero del tesoro — Rubrica Presidenza del Consiglio dei Ministri — Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione, a norma di legge, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 febbraio 1955

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
TESSITORI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 marzo 1955
Registro n. 2 Presidenza, foglio n. 168. — FLAMMIA

(1739)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Carrara.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 8 e 9 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Massa Carrara in data 31 marzo 1954, n. 5224, col quale è indetto pubblico concorso al posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Carrara;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Carrara, è costituita come appresso:

Presidente:

Pasino dott. Giuseppe, vice prefetto.

Componenti:

Buonomini prof. Giulio, docente in igiene;
Chiti prof. Guglielmo, docente in patologia medica;
Messina dott. Salvatore, medico provinciale;
Lepri dott. Giulio, ufficiale sanitario.

Segretario:

Contenti dott. Antonio Maria.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Pisa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 25 marzo 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(1746)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Cuneo.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Cuneo in data 27 agosto 1954, n. 33022, con cui è stato indetto il concorso al posto di coadiutore presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami al posto di coadiutore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Cuneo, è costituita come appresso:

Presidente:

Bruschelli dott. Emilio, vice prefetto.

Componenti:

Azzi prof. Azzo, docente in igiene;
Durio prof. Emilio, docente in chimica;
Alessandrini prof.ssa Maria Ester, dell'Istituto superiore di sanità;
Marini dott. Egidio, direttore di reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi.

Segretario:

Millica dott. Paolo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Cuneo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 25 marzo 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(1749)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 8 e 9 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Napoli in data 31 marzo 1954, n. 4213, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella Provincia al 30 novembre 1953;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1953, è costituita come appresso:

Presidente:
Farina dott. Luigi, vice prefetto.

Componenti:
Mazzeo prof. Mario, docente in igiene;
Amelio prof. Fortunato, docente in patologia medica;
Sica dott. Mario, ispettore generale medico;
Saggese prof. Eliseo, ufficiale sanitario.

Segretario:
Cantore dott. Elio.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Napoli.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 25 marzo 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(1748)

Sostituzione di un componente la Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di La Spezia.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto il decreto in data 31 marzo 1954, n. 340.3/8479, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di La Spezia;
Visto il telegramma del Prefetto di La Spezia con il quale si rappresenta la necessità di sostituire il prof. Brenno Babudieri, attualmente all'estero, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del prof. Brenno Babudieri è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di La Spezia il professore Italo Archetti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 25 marzo 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(1752)

MINISTERO DEL TESORO

Sostituzione di un membro effettivo e di un membro supplente della Commissione giudicatrice del concorso per esami a centosettanta posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa (gruppo A) dell'Amministrazione centrale.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto luogotenenziale 5 aprile 1946, n. 438, recante norme concernenti i concorsi per posti nei gradi iniziali dei ruoli del personale degli uffici amministrativi del Ministero del tesoro;
Visto il decreto Ministeriale 2 ottobre 1954, registrato alla Corte dei conti il 5 novembre 1954, registro Tesoro n. 20, foglio n. 361, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso per esami a centosettanta posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa (gruppo *A*) dell'Amministrazione centrale del tesoro;
Considerato che il consigliere della Corte dei conti dottor Vincenzo Di Franco ha chiesto, per motivi di servizio, di essere esonerato dall'incarico di membro effettivo della detta Commissione;
Vista la lettera del Presidente della Corte dei conti in data 1° febbraio 1954, n. 689/9;

Decreta:

Il consigliere della Corte dei conti dott. Ettore Goletti, membro supplente della Commissione giudicatrice del concorso per esami a centosettanta posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa (gruppo *A*) dell'Amministrazione centrale del tesoro, è nominato membro effettivo della stessa Commissione, in sostituzione del consigliere della Corte dei conti dott. Vincenzo Di Franco.

Il consigliere della Corte dei conti dott. Michele La Micela è nominato membro supplente della Commissione medesima, in sostituzione del consigliere della Corte dei conti dott. Ettore Goletti.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 marzo 1955

Il Ministro: GAVA

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1955
Registro n. 4 Tesoro, foglio n. 226. — GRIMALDI

(1939)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.